

L'investissement public est déjà reparti à la hausse en Europe depuis cinq ans

Une étude du site Fieco dresse un panorama complet de l'évolution de l'investissement public, devenu central dans le débat sur la relance. Après avoir beaucoup baissé, il remonte depuis 2016, et la tendance s'est maintenue malgré la crise.

Renaud Honoré
@r_honore

Depuis que Joe Biden promet de déverser des milliards de dollars sur l'économie américaine, beaucoup en France et en Europe s'interrogent sur la nécessité d'un nouveau coup de fouet à donner à l'investissement public. Mais quels sont les réels besoins en la matière ? Une étude réalisée par le site spécialisé dans les Finances publiques Fieco permet de dresser un panorama complet de l'investissement public en Europe depuis quinze ans, y compris en incluant des données inédites sur 2020.

Verdict : « Si le début des années 2010 a bien été caractérisé par une baisse, en revanche on constate une reprise dans beaucoup de pays en Europe depuis 2016, notamment en France, avec une année 2020 où la progression a perduré », souligne François Ecalte, ancien magistrat à la Cour des comptes et responsable du site.

Inversion de tendance

Cette étude – réalisée à partir des données d'Eurostat – permet d'embrasser l'évolution de l'investissement public (qui comprend aussi les subventions versées par les

administrations publiques à des secteurs) sur une large période de quinze ans. Il apparaît ainsi – le fait est connu – que la crise de 2008-2009 a fait plonger ces investissements durant plusieurs années. Dans la zone euro, l'investissement public, qui représentait une masse légèrement supérieure à 4 % du PIB en 2006, est tombé en dessous de 3,5 % en 2015. La chute a été sévère en Italie, beaucoup moins forte en France. En Allemagne, le niveau est presque resté constant.

Dans la zone euro, l'investissement public annuel a connu une croissance moyenne annuelle de 4,3 % entre 2016 et 2020.

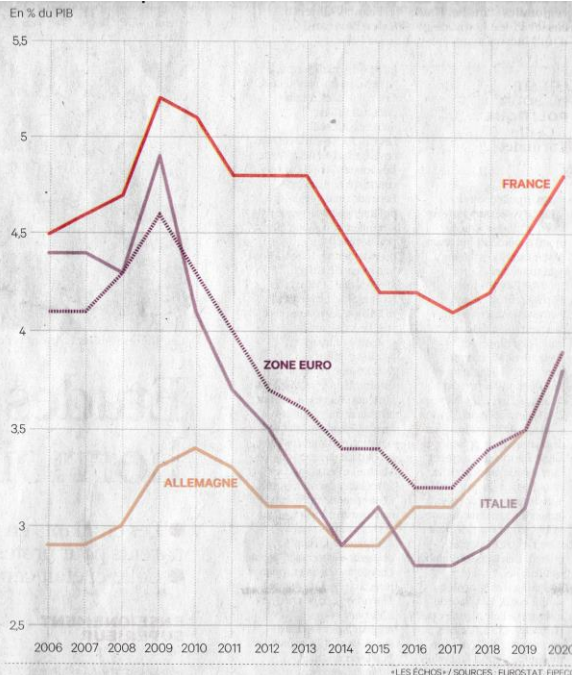
En revanche, Fieco constate une « remontée » depuis 2016. Une inversion de tendance, mais pas encore un effacement de la crise puisque l'investissement public « était en 2019 en moyenne dans la zone euro en dessous de son niveau de 2006-2007 ». Toutefois, ce n'est pas vrai pour l'Allemagne qui a dépassé ce niveau, et même la France qui est quasiment revenue à ce point de départ. Une bonne nouvelle à relativiser pour l'Espagne, puisque le niveau reste encore en net retrait de celui qui existait au début des années 1990. Il y a trente ans, comme l'avait montré le récent rapport de la commission Arthuis sur la dette.

Fait notable : l'étude montre que la crise sanitaire n'a pas inversé la tendance au rebond. « En 2020, rapporté au PIB, l'investissement public a augmenté de 0,4 point dans la zone euro », est-il écrit. Certes, une partie s'explique par la récession qui a fait baisser le PIB. Mais même en euros courants, c'est bien une hausse de 5,9 % qui a été enregistrée l'an passé. La France est à l'écart (+0,6 % seulement), mais cela est dû aux élections municipales qui se traduisent à chaque fois par une baisse de l'investissement des communes le temps que les nouvelles équipes se mettent en place. Pour le reste, il y a eu des hausses fortes un peu partout, notamment en Allemagne (+8,7 %) et en Italie (+10,9 %).

L'Espagne est en revanche à la traîne

La tendance est la même sur cinq années, entre 2016 et 2020. Dans la zone euro, l'investissement public annuel a connu une croissance moyenne annuelle de 4,3 %, un peu inférieure en France (+3,2 %) ou en Italie (+3,9 %), mais nettement supérieure en Allemagne (+7,6 %). L'Espagne est à la traîne en revanche (+0,6 %).

Pour François Ecalte, il y a un « discours général sur la nécessité d'une croissance de l'investissement public, mais celle-ci est déjà là depuis cinq ans ». L'ancien magistrat de la Cour des comptes juge également que cette « demande pour plus d'investissements est rarement quantifiée avec des postes précis, à la seule exception de la transition énergétique ». « Avant de rajouter des montants, évaluons déjà ce qui est fait », ajoute-t-il. ■



LES ÉCHOS / SOURCES: EUROSTAT, FIECO

Vendredi avec Les Echos